

NOUVELLES

1 avril 2022

Monaco cible la principale vulnérabilité AML : les yachts de luxe

Par Gabriel Vedrenne

La peur de l'échec peut être un puissant facteur de motivation.

Avant une évaluation mondiale qui s'est terminée en mars, Monaco, qui couvre moins de 1 mile carré mais compte des milliers de millionnaires et de milliardaires en tant que résidents, a réformé son cadre de lutte contre le blanchiment d'argent, publié une nouvelle stratégie AML et a formellement conseillé les institutions sur la menace de la finance illicite que présentent parfois les agents sportifs et immobiliers.

Monaco a également pris la décision novatrice d'enseigner aux entreprises et aux professionnels comment se prémunir contre les flux de fonds illicites via le secteur des yachts de luxe de plusieurs milliards d'euros de la principauté, une industrie désormais fermement aux yeux du public au milieu de l'invasion russe de l'Ukraine et de la multitude massive de sanctions. et les saisies que les nations occidentales ont poursuivies en réponse.

"C'est une vraie révolution pour le secteur car si les enjeux financiers sont souvent considérables, les due diligences sont très faibles, notamment avec le KYC [connaître son client] et l'identification de l'origine des fonds", Anna Curau, consultante chez Geneva Compliance Group à Monaco, a déclaré à ACAMS

[moneylaundering.com](https://www.moneylaundering.com)

En cliquant sur "Accepter tous les cookies", vous avez autorisé le stockage de cookies sur votre appareil pour améliorer la navigation sur le site, analyser son utilisation et contribuer à nos efforts de marketing.

[Paramètres des cookies](#)

Autoriser tous les cookies

Les superyachts, des navires de luxe qui dépassent 40 mètres de long et coûtent des dizaines, voire des centaines, de millions de dollars à construire et à entretenir, apparaissent fréquemment dans les affaires de criminalité financière à travers le monde, à commencer par l'Equanimity, un bateau de 90 mètres que Jho Low, le financier fugitif malaisien désormais tristement célèbre, acquis en 2014 avec 250 millions de dollars volés à 1MDB.

L'affaire du gouvernement américain contre Low n'est pas un événement isolé.

En 2018, Malte a saisi le superyacht de 95 mètres de l'homme d'affaires indien Vijay Mallya, l'Indian Empress, après que le Royaume-Uni l'a accusé de fraude et de blanchiment d'argent. L'année dernière, en réponse à une demande américaine, Interpol a saisi le bateau de 17 millions de dollars de l'entrepreneur turc et présumé fraudeur et blanchisseur d'argent Sezgin Baran Korkmaz, le Queen Ann, à Beyrouth.

En dehors de ces exemples et d'autres très médiatisés, les constructeurs, les courtiers et les autres sociétés qui composent l'industrie ont presque entièrement évité l'examen réglementaire et juridique, a déclaré Yehuda Shaffer, ancien directeur de l'unité de renseignement financier d'Israël, ou CRF.

"Malgré quelques exemples très médiatisés, les yachts ont pour la plupart été négligés jusqu'à présent", a déclaré Shaffer. "Nous avons tendance à nous concentrer sur les comptes bancaires et la propriété, mais les yachts valent souvent beaucoup plus... mais sont plus compliqués à tracer car, contrairement à l'immobilier, ils peuvent être détenus dans une juridiction, enregistrés dans une autre et stockés ailleurs", a-t-il déclaré.

Il y a deux ans, Yachtzoo, une société de courtage qui s'est installée à Monaco en 2007, est apparue dans une plainte pour confiscation aux États-Unis après avoir prétendument accepté 2,7 millions de dollars de Jho Low.

L' **Organized Crime and Corruption Reporting Project** a révélé que, de 2006 à 2008, Nakhimov Yachts, un constructeur naval local, a fourni Celestial Hope, un superyacht de 47 mètres appartenant à l'entrepreneur russe Valentin Zavadnikov,

En utilisant ce site, vous acceptez nos conditions d'utilisation et nos politiques de confidentialité. Cliquez ici pour en savoir plus. Nous utilisons des cookies pour améliorer votre expérience de navigation sur notre site et contribuer à nos efforts de marketing.

Paramètres des cookies

Autoriser tous les cookies

pour près de 3 millions d'euros.

Ancien sénateur devenu magnat des affaires, Zavadnikov aurait aidé à organiser le programme de blanchiment d'argent de plusieurs milliards aujourd'hui appelé Troika Laundromat.

Monaco accueille pas moins de 252 entreprises et 1 500 employés impliqués dans le financement, la vente, la construction, l'entretien et l'équipage de superyachts, mais une évaluation nationale des risques, ou NRA, publiée il y a cinq ans ne comprend pas une seule référence passagère à l'industrie.

Les temps ont changé.

Une NRA mise à jour en novembre a classé l'industrie de la plaisance comme la principale vulnérabilité de la principauté en matière de criminalité financière en raison de sa compréhension prétendument insuffisante du risque client, de son exposition "significative" au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme, et de son engagement global tiède à se protéger contre ces activités.

En février, Monaco a explicitement placé les personnes impliquées dans "la vente ou la location de bateaux de plaisance" sous les exigences du programme AML.

"A l'époque de la première NRA, ce secteur était beaucoup moins développé", a déclaré un responsable du SICCFIN, la CRF monégasque, à *moneylaundering.com* dans un e-mail. "Le yachting est désormais le quatrième secteur le plus important de l'économie, le nombre d'acteurs s'est considérablement multiplié [et] il était impossible de négliger cette activité."

De plus en plus de cas liés aux ventes et aux charters de yachts apparaissent dans les déclarations de transactions suspectes et les institutions financières ont montré une nouvelle réticence à ouvrir et à maintenir des comptes pour l'industrie, a écrit le responsable, qui a décrit le développement comme

"l'expression de la vigilance du secteur bancaire".

Banquier, méfiez-vous

[Paramètres des cookies](#)

Autoriser tous les cookies

Répondant à une menace que le gouvernement estime désormais supérieure à celle de l'immobilier ou de la banque privée, le SICCFIN a publié un avis de 35 pages sur les liens entre finance illicite et yachting.

Les structures juridiques domiciliées dans des juridictions où les contrôles AML sont laxistes constituent une part importante de la clientèle du secteur, selon les directives. Les bénéficiaires effectifs des superyachts acheminent régulièrement leurs paiements par l'intermédiaire de ces structures et d'autres intermédiaires pour éviter tout préavis.

"Une analyse des clients de ce secteur montre qu'une personne sur huit est une personne politiquement exposée", ont averti des responsables dans une ARN avant les directives. "Cette proportion déjà élevée pourrait augmenter lorsque les professionnels seront vraiment capables d'identifier leurs clients avec précision, ce qui n'est pas le cas actuellement pour la plupart d'entre eux."

Pour illustrer le manque de diligence raisonnable, Monaco a cité un cas en Allemagne dans lequel un constructeur de yachts a accepté de construire un navire de 380 millions de dollars pour un particulier ayant un revenu mensuel officiel de 6 800 dollars. Ces détails pointent vers Teodorin Obiang, dont le père dirige la Guinée équatoriale depuis 1979.

Une autre typologie met l'accent sur l'utilisation d'intermédiaires et de personnes morales enregistrées dans une multitude de juridictions pour masquer la piste de l'argent, décrivant - bien qu'indirectement - l'acquisition par l'homme d'affaires nigérian Kolawole Aluko du Galactica Star de construction néerlandaise pour 82 millions de dollars de pots-de-vin reçus pour des contrats pétroliers.

Dans ce cas, le courtier en yachts qui a directement acheté le navire n'avait aucun antécédent commercial et ne servait qu'un seul client, un client qui opérait dans le secteur à haut risque de l'extraction pétrolière et entretenait des liens étroits avec un responsable nigérian déjà sous haute surveillance médiatique.

En cliquant sur « Accepter tous les cookies », vous avez autorisé le stockage de cookies sur votre appareil pour améliorer la navigation sur le site, analyser son utilisation et contribuer à nos efforts de marketing.

[Paramètres des cookies](#)

Autoriser tous les cookies

"Ce document est une première étape prometteuse, mais il n'y a toujours pas de supervision ou de formation dans ce domaine, les autorités publiques devront donc consacrer des ressources pour former, superviser et sanctionner si nécessaire", a déclaré Shaffer, l'ancien directeur israélien de la CRF.

Les réformes adoptées en janvier et février autorisent davantage de saisies d'actifs illicites, autorisent des sanctions contre les banques pour les manquements liés à la diligence raisonnable et étendent les règles AML aux ventes et locations de «bateaux de plaisance» et d'avions ; vente et commerce de bijoux, métaux précieux et antiquités; mais est peut-être arrivé trop tard pour affecter le résultat de l'évaluation de Monaco par Moneyval, la filiale régionale du Groupe d'action financière.

"Il aurait peut-être été plus approprié d'adopter de telles réformes et de publier toute cette documentation plus tôt afin que le secteur privé puisse s'acclimater, et surtout pour que Moneyval puisse observer leur efficacité", a déclaré Curau.

Contactez Gabriel Vedrenne à gvedrenne@acams.org

Les sujets :	Lutte contre le blanchiment d'argent , Financement du terrorisme
La source:	Monaco
Date du document:	1 avril 2022

En cliquant sur « Accepter tous les cookies », vous avez autorisé le stockage de cookies sur votre appareil pour améliorer la navigation sur le site, analyser son utilisation et contribuer à nos efforts de marketing.

[Paramètres des cookies](#)

Autoriser tous les cookies